22. DEC 1959
Coordination(s)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 25 novembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation des actes internationaux suivants :

a) convention internationale (n° 91) concernant les congés payés des marins (revisée 1949) ;

b) convention internationale (n° 92) concernant le logement de l'équipage à bord (revisée 1949);

adoptées à Genève, le 18 juin 1949, par la Conférence internationale du travail, au cours de sa trente-deuxième session", a donné le 9 décembre 1959 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e november 1959 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de volgende internationale akten :

a) internationaal verdrag (nr 91) betreffende de vacantie met behoud van loon van zeelieden (herzien 1949) ;

b) internationaal verdrag (nr 92) betreffende de huisvesting van de bemanning aan boord van schepen (herzien 1949),

aangenomen op 18 juni 1949, te Genève, door de Internationale Arbeidsconferentie, tijdens haar tweeëndertigste zitting", heeft de 9e december 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à l'approbation de deux conventions adoptées à Genève le 18 juin 1949 par la Conférence internationale du travail, au cours de sa 32ème session.

La première de ces conventions concerne les congés payés des marins.

L'exposé des motifs du projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat fait à ce propos le commentaire suivant :

"La matière concernant les congés payés des marins est régie par les contrats collectifs pour tous les membres de l'équipage, excepté les capitaines.

Pour ces derniers, le régime des congés payés est basé sur la coutume et est plus avantageux que celui de la convention. Cette situation est conforme à la disposition de l'article 9 de la convention".

Ce commentaire appelle l'examen de plusieurs questions.

1° Quel est le régime de congés payés applicable aux marins de la marine marchande ?

L'article 1er des lois relatives aux vacances annuelles coordonnées le 9 mars 1951 prévoit que ces lois sont applicables à "toutes les personnes tenues dans les liens d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage".

L'expression "contrat de louage de services" comprend certainement le contrat d'engagement maritime qui lie à l'armateur non seulement les marins, mais aussi, avec des modalités particulières, les capitaines.

Echappent seuls à l'application des lois coordonnées, les domestiques et gens de maison, le personnel de certaines entreprises familiales, et une partie du personnel de la Société nationale des chemins de fer belges (article 2).

Il suit de là que les marins de la marine marchande et les capitaines doivent bénéficier du régime de vacances annuelles organisé par les lois coordonnées le 9 mars 1951.

Il est donc inexact de dire, avec l'exposé des motifs, que "la matière concernant les congés payés des marins est régie en Belgique par les contrats collectifs pour tous les membres de l'équipage à l'exception des capitaines" et par la coutume pour ces derniers.

2° Quel est le régime appliqué en Belgique, aux marins de la marine marchande ?

a) Pour les marins, l'exposé des motifs se réfère à des contrats collectifs, et l'on pourrait se demander si le régime appliqué n'est pas celui qui est prévu par les lois relatives aux vacances annuelles, aménagé par des conventions collectives rendues obligatoires.

Certains articles des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles prévoient que le Roi peut, soit rendre obligatoires des décisions de commissions

.../...

paritaires qui dérogent à ces lois, soit accorder certaines dérogations sur proposition des commissions paritaires, le Conseil national devant parfois être consulté dans ces derniers cas (articles 5, 7, 8, 18 et 22).

Mais, lorsque l'exposé des motifs se réfère à des contrats collectifs, il ne peut manifestement entendre par là les décisions de commissions paritaires prévues par les articles précités des lois coordonnées, puisque le Roi n'a pas créé de commission paritaire compétente pour les entreprises de navigation maritime, bien que l'article 1er de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires l'y autorisât.

b) Pour les capitaines, on lit dans l'exposé des motifs que le régime appliqué en Belgique est réglé par la coutume.

3° Le régime appliqué en Belgique aux marins et capitaines est-il plus favorable ou tout au moins aussi favorable que celui qui est prévu par la convention ?

On ne peut l'affirmer pour ce qui concerne les marins, puisque les contrats collectifs auxquels se réfère l'exposé des motifs ne sont pas publiés et que, par conséquent, leur champ d'application et leur contenu sont incertains.

D'autre part, pour ce qui concerne les capitaines , l'article 2, 2, de la convention prévoit "que l'autorité compétente peut, après consultation des organisations intéressées d'armateurs et de gens de mer,

.../...

exempter de l'application de la convention les capitaines... auxquels la législation nationale ou les conventions collectives assurent des conditions de service au moins aussi favorables que celles qui sont prévues par la présente convention".

La législation belge relative aux vacances annuelles n'est pas aussi favorable que la convention, pour ce qui concerne les capitaines; elle ne leur accorde, en effet, que douze jours de congé et non dix-huit. Selon l'exposé des motifs, aucune convention collective n'a été prise en faveur des capitaines.

\+

\+ +

Lorsque la convention aura été approuvée par la Belgique, elle sera en principe applicable aux capitaines. La législation belge devra être aménagée en conséquence. Toutefois, l'autorité compétente pourra exempter les capitaines de l'application de la convention si des contrats collectifs conclus par les organisations intéressées sont rendus obligatoires.

Aux termes de l'article 9 de la convention, rien dans celle-ci "n'affectera aucune loi, sentence, coutume ou accord entre les armateurs et les gens de mer qui assurent des conditions plus favorables que celles prévues par cette convention".

En conséquence, l'exécution de la convention ne pourra porter atteinte au régime dont les capitaines bénéficient à l'heure actuelle en vertu de la coutume établie.

\+

\+ +

La seconde convention concerne le logement de l'équipage à bord.

L'exposé des motifs affirme que "les dispositions de la convention n° 92 concernant le logement de l'équipage se retrouvent dans l'arrêté royal du 12 décembre 1957 portant règlement sur l'inspection maritime". Cet arrêté royal du 12 décembre 1957, publié au Moniteur belge le 20 décembre, est accompagné de vingt annexes. L'annexe n° XVI est intitulée "Prescriptions concernant le logement de l'équipage".

La comparaison de la convention n°92 et de l'annexe n° XVI de l'arrêté royal du 12 décembre 1957 ne permet pas d'affirmer que toutes les dispositions de la convention se retrouvent dans la réglementation belge. Les dispositions suivantes de la convention ne figurent pas dans cette annexe :

- article 6, 3, 5, 6;
- article 7, 2;
- article 8, 3;
- article 9, 2, 4;
- article 10, 21, 26;
- article 13, 8;
- article 15, 2;
- article 16, 3;
- article 17.

La réglementation applicable en Belgique devra donc être adaptée aux prescriptions de la convention.

Het ontwerp strekt tot goedkeuring van twee verdragen, die op 18 juni 1949 te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar tweeëndertigste zitting zijn aangenomen.

Het eerste van die verdragen betreft de vacantie met behoud van loon voor zeelieden.

De memorie van toelichting van het ontwerp van wet waarover 's Raads advies wordt gevraagd ,zegt hierover :

"In België wordt de kwestie van de vacantie met loon van zeelieden geregeld door middel van de collectieve overeenkomsten voor al de leden van de bemanningen, met uitzondering van de kapiteins.

Voor deze laatsten, is de regeling van de vacantie met loon gesteund op de gewoonte en is ook voordeliger dan de regeling die bij het verdrag is bepaald. Deze toestand strookt met de bepaling van artikel 9 van het verdrag".

Deze toelichting noopt tot een onderzoek van een aantal vraagpunten.

1° Welke regeling geldt inzake vacantie met loon voor zeelieden ter koopvaardij ?

Artikel 1 van de op 9 maart 1951 gecoördineerde wetten betreffende het jaarlijks verlof bepaalt, dat die wetten toepassing vinden op "al de personen verbonden door een contract van dienstverhuring of door een leercontract".

.../...

Zulk een "contract van dienstverhuring" is stellig de arbeidsovereenkomst voor schepelingen, die niet alleen de zeelieden maar ook, volgens bijzondere regelen, de kapiteins ten opzichte van de reder verbindt.

De enigen die niet onder toepassing van de gecoördineerde wetten vallen, zijn dienstboden en huispersoneel, het personeel van bepaalde familieondernemingen en, voor een deel, het personeel van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (artikel 2).

Zeelieden ter koopvaardij en kapiteins staan dus wel onder de regeling inzake jaarlijkse vacantie zoals die door de op 9 maart 1951 gecoördineerde wetten is vastgesteld.

Het is dan ook onjuist te zeggen, zoals in de memorie van toelichting, dat "de kwestie van de vacantie met loon van zeelieden in België wordt geregeld door middel van de collectieve overeenkomsten voor al de leden van de bemanning" en door de gewoonte voor kapiteins.

2° Welke regeling wordt in België toegepast op zeelieden ter koopvaardij ?

a) Voor de schepelingen verwijst de memorie van toelichting naar collectieve overeenkomsten; de vraag kan worden gesteld of op hen niet de regeling wordt toegepast die is voorgeschreven door de wetten betreffende de jaarlijkse vacantie, aangepast door bindend verklaarde collectieve overeenkomsten.

Sommige artikelen van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vacantie bepalen, dat de Koning

.../...

of wel beslissingen van paritaire comités die van deze wetten afwijken, bindend kan verklaren, of wel bepaalde afwijkingen kan toestaan op voorstel van de paritaire comités; in dit laatste geval moet dan soms de Nationale Arbeidsraad worden geraadpleegd (artikelen 5, 7, 8, 18 en 22).

Het is echter duidelijk dat in de memorie van toelichting, waar zij het over collectieve overeenkomsten heeft, niet gedacht kan zijn aan de in evengenoemde artikelen van de gecoördineerde wetten bedoelde beslissingen van de paritaire comités; de Koning heeft immers, al kan hij het op grond van de besluitwet van 9 juni 1945, geen paritair comité opgericht dat ten aanzien van de zeescheepvaartondernemingen bevoegd is.

b) Ten aanzien van de kapiteins zegt de memorie van toelichting, dat de in België toegepaste regeling op de gewoonte steunt.

3° Is de regeling die in België op schepelingen en kapiteins wordt toegepast, gunstiger dan of althans even gunstig als die van het verdrag ?

Ten aanzien van de schepelingen is het niet mogelijk deze vraag positief te beantwoorden, want de collectieve overeenkomsten waarover de memorie het heeft, worden niet bekendgemaakt, zodat men over hun werkingssfeer en hun inhoud in het onzekere is.

Ten aanzien van de kapiteins bepaalt artikel 2, 2, van het verdrag, dat "de bevoegde autoriteit, na raadpleging van de betrokken organisaties van reders en van zeelieden, van de toepassing van het verdrag kan uitzon-

.../...

deren de kapiteins ... aan wie de nationale wetgeving of collectieve arbeidsovereenkomsten dienstvoorwaarden verzekeren, welke ten minste even gunstig zijn ... als die in dit verdrag neergelegd".

Voor kapiteins is de Belgische wetgeving niet zo gunstig als het verdrag; zij geeft hun immers geen 18 maar slechts 12 vacantiedagen. Volgens de memorie van toelichting is voor hen geen enkele collectieve arbeidsovereenkomst vastgesteld.

\+
\+ +

Als België het verdrag eenmaal heeft goedgekeurd, zal dit in beginsel ook voor de kapiteins gelden. Overeenkomstige aanpassing van de Belgische wetgeving zal nodig zijn, maar de bevoegde overheid zal de kapiteins van de toepassing van het verdrag kunnen ontslaan, indien collectieve arbeidsovereenkomsten welke de betrokken organisaties sluiten, bindend worden verklaard.

Luidens artikel 9 van het verdrag zal niets daarin "een wet, een uitspraak, een gewoonte of een overeenkomst, gesloten tussen de reders en de zeelieden, die gunstiger voorwaarden verzekert dan in dit verdrag neergelegd, aantasten".

De uitvoering van het verdrag zal dus geen afbreuk kunnen doen aan de regeling die thans krachtens het gevestigde gebruik voor de kapiteins geldt.

\+
\+ +

Het tweede verdrag betreft de huisvesting van de bemanning aan boord van schepen.

.../...

De memorie van toelichting verklaart dat "de bepalingen van het verdrag nr 92 betreffende de huisvesting van de bemanning zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 12 december 1957 houdende zeevaartinspectiereglement". Twintig bijlagen horen bij dat besluit van 12 december 1957, dat in het Belgisch Staatsblad van 20 december is bekendgemaakt. Bijlage nr XVI heet : "Voorschriften betreffende de accommodatie van de bemanning".

Uit een vergelijking tussen het verdrag nr 92 en bijlage XVI van het koninklijk besluit van 12 december 1957 kan niet met zekerheid worden afgeleid, dat alle bepalingen van het verdrag in de Belgische reglementering zijn terug te vinden. De volgende bepalingen van het verdrag komen in genoemde bijlage niet voor :

- artikel 6, 3, 5, 6;
- artikel 7, 2;
- artikel 8, 3;
- artikel 9, 2, 4;
- artikel 10, 21, 26;
- artikel 13, 8;
- artikel 15, 2;
- artikel 16, 3;
- artikel 17.

De in België geldende regeling zal dus aan de voorschriften van het verdrag moeten worden aangepast.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, — adjunct-griffier, — greffier. — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.L.DUCHATELET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.L.DUCHATELET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.